



FSU Dordogne

Madame la Préfète,
Monsieur le président du Conseil Départemental,
Madame l'Inspectrice d'Académie,
Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

C'est dans un contexte politique de fin de mandat que nous allons vivre ce CDEN. Constat amer : le temps éducatif est intimement lié au temps politique et médiatique. Et dans les semaines qui s'annoncent, nous allons devoir débattre, échanger, écouter mais pour quel projet ? Quel avenir ? Celui d'un monde libéral à l'image de l'accord CETA qui vient d'être voté au parlement européen ? Nous y sommes farouchement opposés. La déréglementation imposée par les puissances financières et politiques augure d'une fracture encore plus marquée entre les citoyens que nous sommes et nos gouvernants. Précarité, chômage, misère s'imposent comme une fatalité. Nous les combattons quotidiennement aux côtés de nos collègues, des salariés et des citoyens.

Dans ce contexte, les services publics prennent toute leur importance et leur prépondérance sur l'intégralité du territoire, et, à fortiori, dans les zones les plus fragiles socialement. Notre département en est un exemple criant. Nous ne cessons de le répéter dans les différentes instances dans lesquelles nous siégeons, la ruralité ne doit pas cumuler tous les handicaps : isolement, économie en berne associé à la désertification et au démantèlement organisés de tous les services publics. L'école n'échappe pas à cette logique « rouleau compresseur » : fermetures de classes, fermetures d'écoles par dizaines, bientôt les collèges et les lycées dans cette logique uniquement comptable.

La loi de Refondation de l'école vit sa cinquième année et peut-être sa dernière aussi. Si nous avons acté certains éléments positifs correspondant aux mandats que nous portons, il en est un, essentiel, dans le premier comme dans le second degré, qui demeure problématique, pour les élèves comme pour les enseignants : la baisse efficiente des effectifs dans les classes. Avec des classes dépassant souvent 25 élèves dans le premier degré, atteignant et dépassant 30 voire 35 dans le second degré, comment parvenir à l'objectif visé, à savoir la réussite de tous ? Malgré le professionnalisme, l'expertise et le volontarisme de tous les collègues, ce n'est tout simplement pas possible. Le sentiment d'impuissance conjugué à ceux de déclassement professionnel et salarial sont révélateurs du malaise voire du mal-être de toute une profession. L'institution doit en prendre toute la mesure car il y a urgence. Ici, devant cette assemblée, les parents, les élus de proximité et les différents partenaires doivent le savoir : nombreux sont les enseignants qui vont mal, même très mal. Des plus jeunes, vivant une entrée dans le métier intenable en terme de pression, aux plus anciens, épuisés et voyant l'âge du départ à la retraite s'éloigner un peu plus, nous recensons quotidiennement des situations particulièrement dramatiques. La question de la formation initiale est inquiétante, quant à la formation continue, elle a quasiment disparu. Oui, la profession est démunie mais fait face comme elle peut, car nous avons à cœur la réussite et les progrès de nos élèves.

Dans les collèges, la réforme imposée dans une précipitation obéissante à une urgence politique, met la majorité des acteurs dans des difficultés inégalées. Les multiplications des burn-outs dus à des tensions à la fois verticales et horizontales. La préparation de la rentrée se fait avec des prévisions inquiétantes, l'intention de maintenir les moyens sur la base du maintien du H/E n'améliore guère les conditions de travail des collègues et des élèves (nombre d'élève par classe).

Aujourd'hui, des décisions vont être actées sur la carte scolaire du premier degré

pour la rentrée prochaine. Nous n'acceptons ni les nombreuses fermetures de classes envisagées, ni les fermetures d'écoles qui nous sont présentées. Au-delà de ça, vous ne donnez aucun signal fort en terme d'ouvertures de classes alors que des besoins existent, besoins que nous avons exposés lors du CTSD de vendredi dernier. Convention rurale, recomposition, transferts, fusions... On sait tous, et vous le savez aussi madame l'Inspectrice, ce que cela va donner à court terme : des retraits d'emplois et une offre éducative qui va reculer encore un peu plus sur le département. D'ici quelques années, faudra-t-il ouvrir des internats dans les écoles afin d'éviter les déplacements quotidiens pour nos élèves ? La question peut paraître ironique mais elle mérite d'être soulevée. Nous vous l'annonçons dans cette déclaration, mais ce ne sera une surprise pour personne, nous voterons contre vos propositions de carte scolaire, car nous n'acceptons pas la logique libérale comptable qui s'imposent à tous et le recul des services publics qui en découle dans notre département rural.

Accéder à l'éducation, à la culture, pour libérer les consciences...

Madame l'Inspectrice d'Académie, nous l'avons dit à Mme Orlay l'an passé à l'occasion des différentes instances et nous le répétons aujourd'hui devant les membres du conseil : nous ne partageons pas la responsabilité des décisions qui seront prises. Elles sont les conséquences d'une politique de plus en plus libérale. A la FSU, nous avons d'autres ambitions pour l'école et le service public.

Les représentants de la FSU